

'UNE MESURE ÉLECTORALE'

M. ALBAN GERMAIN FELICITE M. ESIOFF PATENAUDE D'AVOIR VOTE CONTRE LA MOTION LA-POINTE QU'IL QUALIFIE DE MESURE ELECTORALE.— "LES MERCENAIRES DE L'EGOISME".

Le voyage hebdomadaire de l'Association des Jeunes Conservateurs s'est fait hier par voie fluviale. A Berthier, où ils sont allés, les différents orateurs ont, à babord comme à tribord, décoché à l'endroit des nationalistes des traits qui voulaient être piquants. M. E. Patenaude a parlé de la "doctrine malsaine qui dessèche le coeur. M. Chassé a attaqué les nationalistes, que M. Patenaude a qualifiés de "mercenaires de l'égoïsme".

Par une température superbe, devant une grande foule, M. Patenaude, le sénateur Beaubien, M. J.-A. Barrette, député, M. J. O. Gadoury, député défait en mai dernier, et enfin M. Alban Germain ont tour à tour porté la parole.

M. PATENAUDE

Le ministre des contributions indirectes rappelle d'abord l'assemblée qui a été tenue par sir Wilfrid à Montréal, où on a dit aux ouvriers qu'ils étaient dans une mauvaise position, que l'ouvrier aurait de la misère, ce qui, selon le ministre, est faux. Car plus qu'avant la guerre, l'ouvrier dépose aux banques et a de l'argent. "Nous sommes en guerre pour combattre le militarisme prussien, pourquoi dire comme le "chef libéral", qu'il sera contre le militarisme, lorsque la guerre sera finie, ce n'est pas après la guerre, c'est aujourd'hui, c'est toujours que je suis contre le militarisme."

M. Patenaude fait ici l'historique de la guerre, il en vient à dire que le Canada n'avait aucune obligation légale ni constitutionnelle de prendre part à la guerre, mais il y avait tout de même des obligations et des devoirs, car "nous faisons partie de l'Empire britannique, et si la flotte anglaise ne nous avait pas protégés, qui pourrait dire que nos forts, nos villes, nos villages n'auraient pas été détruits? Il ne faut pas prêter l'oreille aux prôneurs de cette doctrine malsaine prêchée ici, depuis deux ans, doctrine qui ne s'expose pas au grand jour, mais par moyen indirect, doctrine qui déprime l'opinion. Elle suinte dans certains journaux, mais elle est malsaine pour la province et les Canadiens-français."

M. Patenaude dit ensuite que lorsque la guerre s'est déclarée, les jeunes gens ont bien répondu à l'appel, en septembre 1914, 30,000 traversaient les mers. "Pas question de conscription quand 350,000 hommes ont répondu à l'appel, quand tout le monde fait son devoir. Je n'ai pu m'empêcher de sourire lorsque, dans un journal de Montréal, j'ai vu cette dépêche de Toronto, mentionnant les ministres qui seront pour ou contre la conscription, quand nos soldats sont là-bas qui se battent pour que l'auteur de cela soit en sûreté ici et pour que son journal paraisse encore. Non, il n'est pas question de conscription quand 15 millions de dollars ont été versés pour aider les familles des soldats partis pour le front, quand deux emprunts de guerre ont été souscrits dans un aussi bref délai."

Faux prophètes de misère et de pauvreté ceux qui disaient et disent encore que nous nous en allons à la misère, tandis que l'on voit ce qui se passe, quand lorsqu'en 1914 nous exportions pour 563 millions de dollars et importions pour 461 millions, et qu'en 1916 nous importons pour 622 millions et exportons pour un milliard 81 millions. Et cette prospérité dure et durera encore après la guerre, et quand cela ne serait pas, nous devrions faire la même chose, car c'est là le devoir, car vous aurez fait ainsi quelque chose de grand et de durable. Je ne crains pas les conséquences de l'après-guerre, nous jouirons encore des mêmes libertés dont nous avons joui sous le drapeau britannique.

Si vous voulez suivre ce groupe qui prêche une doctrine qui dessèche le coeur et appauvrit l'âme, qui déprime l'opinion, si vous voulez les suivre, ces "mercenaires de l'égoïsme", allez jusqu'au bout, renversez les monuments élevés à la France, renversez le monument de Maisonneuve, celui de Champlain. La province de Québec a inscrit comme devise : "Je me souviens", des ancêtres qui ont découvert le pays, de la France, de son génie ; arrachez cette devise, car vous ne lui devez rien ; votre coeur se sera alors appauvri, votre âme se sera desséchée. Le 22e bataillon a aussi cette devise, dans les tranchées ; vous qui prêchez le "patriotisme rapetissant", allez leur arracher cette devise, vous ne vous souvenez plus de la France. Non, vous ne lui enlèverez pas, le peuple se souviendra de l'héroïsme de la France, il se souviendra du courage de l'Angleterre, de celui de ses soldats ; c'est ce qui produira chez nous une ère de concorde.

M. Patenaude rappelle que lorsqu'il était à Québec, il faisait un pèlerinage au monument de Wolfe et Montcalm, et en lisant cette inscription : "Leur courage leur a donné la même mort, l'histoire la même renommée, la postérité le même monument", il sentait se raviver son amour pour les deux mères patries. "Ils feront plus pour nous, ces vaillants Canadiens-français, qui se battent là-bas, que nous avec nos querelles intestines, et nous vivrons encore des jours heureux à l'ombre du drapeau britannique et au souvenir de la France."

LE SENATEUR BEAUBIEN

Le sénateur, qui arrive de France, où il était allé avec la délégation canadienne-française, a fait part de ses impressions. Il a, comme il dit, vu de la souffrance de la vieille France, et se demandant ici la Nouvelle-France, il se rappelle les scènes de...

ce et le Canada, et il termine en disant que les nationalistes sentiront les remords les ronger, lorsqu'il verront défilier les troupes glorieuses qui reviendront du champ de bataille.

M. A. CHASSE

Le président de la jeunesse conservatrice, commence par dire qu'il n'est pas ici comme courtiseur, ni comme chercheur de places, comme les journaux le disent, il y est simplement pour prouver qu'il y a encore des jeunes qui se souviennent du passé du parti conservateur et admirent son présent. Les ministres, dit-il, sont descendus dans l'arène pour répondre aux insinuations des nationalistes, ces gens qui ne sont pas comme les autres et qui s'expriment polissonnement. Aujourd'hui, il y a plusieurs assemblées, M. Lamarche parle chez lui, à Nicolet, un conseil légal de la cité. M. Lamarche va remettre son mandat, et à Saint-Remi des coulissiers de l'hôtel de ville vont pérorer. Nous attendons le compte-rendu de l'assemblée pour en parler.

Mais aux élections de 1914, le "Devoir" et M. Henri Bourassa dénonçaient Martin qui était soutenu par Lamarche, et aujourd'hui, il veut en faire un héros. Le président de la jeunesse parla de ceux qui manquent de cœur, de ceux qui salissent les soldats partis pour le front, "je proteste, dit-il, pour ceux qui sont partis, pour notre frère, M. Patenaude, pour mon beau-frère, et Bourassa pas plus que les autres n'a le droit de les insulter.

Si je n'avais de responsabilités de famille, si j'étais garçon, je partirais pour la guerre. Qu'ils pensent ce qu'ils veulent, les nationalistes, mais qu'ils respectent l'opinion des autres".

Le président de la jeunesse termine par une envolée patriotique sur la France, l'Angleterre et le Canada.

M. ALBAN GERMAIN

M. Germain dit qu'il est à orienter sa barque, afin de savoir dans quelle direction, il l'orientera, car les événements sont graves. L'orateur dit qu'il est conservateur, mais que le jour où il s'apercevra que les bleus en veulent au français, il rompra avec eux, aucune amitié ne le tiendra. Et devant MM. Patenaude et Barrette, qui tous deux ont donné un vote contraire sur la motion Lapointe, il dit que les ministres n'avaient qu'à suivre la conduite qu'ils ont suivie, car il y avait plus de courage à contrecarrer le sentiment populaire mal éclairé la motion était fausse, c'était une mesure électorale.

M. Germain dit que les questions scolaire sont du ressort du parlement provincial, si on veut en faire une question fédérale, ce serait dangereux pour le Québec, car on pourrait un jour ou l'autre nous enlever et notre langue et notre religion.

M. Barrette, le député, n'a dit que quelques mots, il justifie autant qu'il peut le faire, son vote pour la participation du Canada, et dit que la conscription ne viendra pas.

M. T. O. Gadoury, ancien député, présidait l'assemblée.